

ARRETE DE VOIRIE
N°426-2022
Portant réglementation d'occupation du
domaine public, et de circulation



Le Maire de la Commune de CLARENSAC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales dans ses articles L.2211-1, L.2212-1 et L.2212-2 ;

Vu le Code de la Route dans ses articles R411-8 et R 417-10 ;

Vu le Code Pénal notamment son article R 610-5 ;

Vu l'arrêté en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié ;

Vu l'instruction interministérielle en date du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière modifiée ;

Vu l'arrêté du ministère de l'intérieur du 26 juin 2014 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour les automobiles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2017 portant agrément de la fourrière SARL exploitation COUSTY relais ville forêt 273 route de sauve, 30900 Nîmes ;

Vu la décision N° 04-2022 du 20 juin 2022, portant sur la prestation de mise en fourrière automobile à la SARL COUSTY ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 01/11/2020 du 12 novembre 2020 portant sur les attributions du Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Vu la délibération n°02-09-2021 du 16 septembre 2021 fixant le tarif d'occupation du domaine public ;

Considérant la demande reçue en date du 1^{er} juillet 2022 par laquelle, la Société SOMES / SARP Méditerranée, représentée par Monsieur Loïc FRANOUX, domiciliée ZI de Grézan, 1040 Chemin du Mas de Sorbier, 30000 NIMES, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal afin de procéder au nettoyage du caniveau d'eaux pluviales au niveau du 14 route de Nîmes, le vendredi 08 juillet 2022 de 07h00 à 09h30 ;

Considérant qu'il y a lieu pour assurer la sécurité des employés chargés de la réalisation des travaux, et des usagers de la voie, de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 : La Société SOMES / SARP Méditerranée est autorisée à occuper le domaine public communal afin de procéder au nettoyage du caniveau d'eaux pluviales au niveau du 14 route de Nîmes, le vendredi 08 juillet 2022 de 07h00 à 09h30.

Article 2 : A cette occasion, et aux dates mentionnées dans l'article 1, la circulation sera Interdite route de Nîmes (D14) de la Place de l'Horloge à la rue de la Cave Coopérative.

Une déviation sera mise en par la Société SOMES / SARP Méditerranée

Véhicules venant de Caveirac allant direction St Côme : rue de la Cave Coopérative, chemin de St Gilles, chemin de St Dionisy, rue de la Saladelle, rue du Tal.

Véhicules venant de St Côme direction Nîmes, Caveirac : rue des Arènes, rue de la Cave Coopérative ou chemin de St Gilles

Véhicules venant de Caveirac allant direction Parignargues : Rue des Ecoles, chemin de la Vigne, et, à l'inverse pour les véhicules allant sur Caveirac, Nîmes

Article 3 : La Société SOMES / SARP Méditerranée est responsable de la mise en place de la signalisation nécessaire sur les lieux, en application des dispositions du Code de la route et conformément aux instructions ministérielles sur la signalisation routière.

La Société SOMES / SARP Méditerranée est tenue d'afficher le présent arrêté de voirie sur le lieu des travaux. Cet affichage doit demeurer visible de la voie publique pendant la durée totale du chantier.

Article 4 : Pendant la durée du chantier la Société SOMES / SARP Méditerranée devra protéger les tranchées ouvertes contre tous risques de chute ou les remblayer entièrement.

Article 5 : L'entreprise devra prévenir le responsable des Services Techniques au 06 19 01 47 50 ainsi que la Police Municipale au 04 30 06 53 10, 48 heures avant toute intervention, ainsi qu'à la fin des travaux pour vérification.

Article 6 : Le chantier sera signalé de jour conformément aux prescriptions prévues par l'instruction interministérielle (Intérieur, Travaux Publics) sur la signalisation routière.

Article 7 : La Société SOMES / SARP Méditerranée sera chargée de la mise en place de la signalisation réglementaire de jour comme de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation. Le chantier sera signalé par des panneaux de type AK5 (travaux), KCI (route barrée), KD22 (déviation).

Article 8 : D'une manière générale, les tranchées longitudinales seront creusées à l'aplomb des bordures de trottoir. Les profondeurs des tranchées feront l'objet de contrôles très stricts. Le Permissionnaire fera son affaire des déblais de chantier provenant des travaux afin d'assurer leur recyclage dans des sites appropriés. A la fin de chaque journée de travail, le matériel de chantier sera entreposé hors des emprises de la chaussée. Les canalisations ou conduites doivent être posées, sauf dérogations particulières :

- En chaussée, tous les réseaux souterrains seront placés à une charge minimum de 0.70 mètre, sauf accord préalable avec le service voirie
- En trottoir, cette charge minimale pourra être réduite à 0.50 mètre.

Tous les réseaux souterrains, mis à part les réseaux d'assainissement, devront être munis d'un treillis ou bande plastique avertisseur posé à 0.40 mètre au-dessus de la génératrice supérieure de la conduite.

Article 9 : Pour la réalisation de travaux sous trottoir, la bordure devra être déposée et reposée sur un lit de béton de 15cm sur le P.E. du branchement.

Article 10 : Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bûche mécanique, à la roue tronçonneuse ou la lame vibrante.

Article 11 : Le remblaiement des tranchées devra être réalisé de la façon suivante :

- Jusqu'à la hauteur de la bande plastique avertisseur, soit jusqu'à 0.40mètres, remblaiement par du sable de carrière
- Au-dessus de la bande plastique avertisseur, par du tout-venant 0/31,5
- Compactage du remblaiement par couches successives.

Article 12 : La reconstitution provisoire de la chaussée se fera immédiatement après les travaux par une couche d'enrobé à froid sur une épaisseur minimum de 0.08 mètre, soigneusement compactée, suivie d'un entretien permanent de la part du concessionnaire ou de l'entrepreneur, jusqu'à la reconstitution définitive.

Article 13 : La reconstitution définitive de la chaussée se fera **au maximum 1 mois après la reconstitution provisoire, exécutée comme suit :**

1. Les travaux seront garantis pour une période de 2 ans après la reconstitution définitive de la chaussée.

2. Chaussée en béton bitumeux (enrobés denses à chaud) : par enlèvement de l'enrobé à froid et son remplacement sur l'épaisseur de 10 cm par une couche de béton bitumeux en enrobé à chaud soigneusement mis en œuvre et compacté après redécoupage si besoin et des bords de tranchée.

3. Chaussée revêtue d'un enduit superficiel : par exécution d'emplois partiels suivis d'un revêtement bicouches à l'émulsion acide de bitume à 65 % en couche de fermeture par une entreprise spécialisée dans l'utilisation des produits noirs.

4. Centre du village : chaussée revêtue d'un enduit coloré pour sols à base de résines type 3S ROUTE GRIP BASE, teinte noire, code 3S – 3050 à appliquer selon la fiche de donnée sécurité, disponible en Mairie (règlement CE n° 1907/2006, art. 31) ou produit similaire.

Article 14 : Pour la réfection, aussi bien sommaire que définitive des tranchées, les lèvres de chaussée devront subir un traitement à l'émulsion de bitume à chaud avec sablage au grain de riz. **Le colmatage des joints sera réalisé en bitume avec adjonction de gravette, d'une largeur de 15cm. Après la réfection définitive des travaux, la reprise des marquages au sol devra être réalisée à l'identique, par l'entreprise.**

Article 15 : Les engins de terrassement d'usage courant autorisés sont :

- Roue tronçonneuse,
- Trancheuse,
- Lame vibrante.

À l'exclusion de tout engin muni de chenille, quel qu'en soit le modèle.

Article 16 : Dans le délai de trois mois après la mise en service des canalisations, les services de voirie intéressés devront être mis en possession des plans de recollement des canalisations, Ces plans indiqueront l'emplacement des divers repères fixes qui auront été installés pour permettre le repérage des parties essentielles du tracé, faute par le permissionnaire de fournir les plans et dessins de ces ouvrages, celui-ci ne pourra éluder l'entière responsabilité des accidents susceptibles d'être provoqués du fait de cette négligence par l'exécution de travaux au voisinage desdits ouvrages.

Article 17 : La personne de l'entreprise responsable du chantier, qui pourra être appelée de jour comme de nuit, y compris le week-end, pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :

Monsieur Loïc FRANOUX 06 17 26 25 47

Article 18 : Le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 19 : Madame la Directrice Générale des Services, veillera à la bonne exécution du présent arrêté.

Article 23 : La communauté de brigades territoriales de Gendarmerie de Calvisson / Sommières et la Police Municipale de Clarensac sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Article 24 : Ampliation sera adressée :

- au permissionnaire
- à la Gendarmerie de Calvisson / Sommières
- à Tango Bus

Date et signature du demandeur :

Fait à Clarensac, le 05 juillet 2022
André OLIVÉ
Adjoint aux Voiries, Mobilité et Travaux
Par délégation n°231-2020 en date du 28/05/2020



LE MAIRE

- CERTIFIE sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- INFORME que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir
Devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente

Notifié le :

Fwd: Urgent Clarensac - grilles route de Nîmes
FRANOUX, Loïc <loic.franoux@groupe-sarp.com>
Ven 01/07/2022 08:21

À :

- Secretariat Police Clarensac <secretariat.police@mairie-clarensac.fr>

Cc :

- Galligani Walter <walter.galligani@mairie-clarensac.fr>;
- Remi Luchesi <remi.luchesi@nimes-metropole.fr>

Bonjour,

suite à la demande de la commune de Clarensac, nous devons nettoyer le caniveau d'eaux pluviales au du niveau du 14 route de Nîmes (voir photo ci dessous), mais pour ce faire nous devons bloquer la rue environ 2h.

Serait il possible de faire ca la semaine prochaine le 06 ou 07 Juillet? et pouvez vous nous envoyer l'arrêté de voirie correspondant svp?

Bonne journée merci

Cordialement,



www.sarp-med.fr



Loïc FRANOUX

Chargé d'exploitation
SOMES NIMES

ZI de Grézan
1040 Chemin du Mas de Sorbier
30000 NIMES
04.66.20.08.07
06.17.26.25.47

----- Forwarded message -----

De : **Remi Luchesi** <remi.luchesi@nimes-metropole.fr>

Date: mar. 28 juin 2022 à 14:19

Subject: RE: Urgent Clarensac - grilles route de Nîmes

To: FRANOUX, Loïc <loic.franoux@groupe-sarp.com>

Cc: Marie Jeanjean <marie.jeanjean@nimes-metropole.fr>, Sabine Martin <sabine.martin@nimes-metropole.fr>, Sylvain Lhuillier <sylvain.lhuillier@nimes-metropole.fr>

Loïc,

En complément de mon mail ci-dessous, voici un plan explicatif de la situation au 14 route de Nîmes (intersection impasse des camps).

Nous sommes relancés par la commune de Clarensac concernant la grille longitudinale au 14 route de Nîmes (grille à déboulonner + prévoir rue à barrer).

Il avait été convenu initialement de traiter cette demande lors du passage annuel prévu en s32.

Finalement, il faudrait programmer l'opération cette semaine ou la semaine prochaine (+ faire la campagne annuelle par la suite) et ensuite enchaîner avec celle de Caveirac.

Peux-tu me confirmer la planification rapide de l'opération stp ? Je te laisse te rapprocher de W. Galligani pour l'organisation de l'inter.

Merci d'avance,

Cordialement,

Rémi LUCHESI

Nîmes Métropole – Direction de l'Eau

Direction Adjointe Exploitation

« Dans le cadre du droit à la déconnexion (Loi n°2016-1088 du 8 août 2016, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels), les salariés du groupe SARP ne sont pas tenus de répondre au présent mail en dehors des horaires habituels de travail »